

23 Septembre :

UNE LUEUR DANS LE TUNNEL DE "L'HOSTÉRITÉ" ...

Un mouvement qui se construit

Le 23 Septembre, près de 2000 manifestants se sont rassemblés devant le Ministère de la Santé à l'appel de la "Convergence des luttes contre l'Hostérité". Il y avait là les salariéEs de l'EPSM de Caen, toujours aussi combattifs et déterminés, malgré la répression. Celles et ceux de Villejuif, en grève depuis des semaines, étaient aussi présents et des dizaines de délégations de toute la France, là où des luttes ont lieu, mais dans l'isolement. Ils étaient rejoints par des comités et des associations (Coordination des Comités de défense des Hôpitaux et Maternités, maternité des Lilas, Collectifs Droits des femmes, Planning Familial...), et des organisations politiques : NPA, Ensemble, PG, PCF, EELV et des délégations d'autres secteurs en lutte (cheminots, intermittents...).



350 participants se sont retrouvés en Assemblée Générale pour décider de la poursuite du mouvement. Quelque chose de neuf se construit : des équipes syndicales de la CGT, de SUD, des non syndiqués, se retrouvent autour d'un projet commun : sortir des luttes éparpillées établissement par établissement, et agir ensemble et unitairement, sans esprit de chapelle, pour aboutir à un mouvement gréviste de tous les hôpitaux, un mouvement déterminé qui bloque le bon fonctionnement des établissements avec des actions visibles ciblant ceux qui nous imposent "l'Hostérité". Pour organiser cette montée en puissance de la mobilisation, un calendrier a été élaboré dont la première date est l'apparition de la "Convergence" lors de la journée du 16 Octobre initiée par la CGT.

Pour 2015 : une "Hostérité" renforcée

De la détermination, il va en falloir, car la Santé et l'Hôpital sont au centre des attaques du "pacte de responsabilité" inspiré à Valls et Hollande par leur "ami" Gattaz président du MEDEF.

Le Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) impose, pour la 3ème année consécutive une réduction massive des dépenses hospitalières : celles ci augmenteront en 2015 de + 2% alors qu'il en faudrait +4% pour simplement maintenir les moyens existants. Les conséquences sont inévitables : accroissement des déficits hospitaliers, baisse des effectifs, fermetures de lits et de services, nouvelles attaques sur les conditions de travail.

Ce gouvernement a beau se prétendre "de gauche" il fait preuve de la même brutalité, il utilise les mêmes calomnies et les mêmes grosses ficelles que la droite pour diviser les salariés qui se battent contre sa politique : les cheminots et les pilotes sont des "privilegiés", et les ouvrières de chez Gad des "illettrées". Quant aux privés d'emplois, aux précaires et aux "intermittents" ce sont des "fraudeurs" que Rebsamen veut encore davantage contrôler. Seul le rapport de force fera céder ce pouvoir.

La petite lueur qui a commencé à briller le 23 Septembre doit s'étendre et "mettre le feu" à la colère hospitalière, massivement, ensemble, dans tous les établissements. Il pourra être rejoint par les salariés des cliniques privées et de l'action sociale, eux aussi soumis à l'austérité et le plus tôt sera le mieux.



Contre le pacte de responsabilité : non à l'Hostérité, défendons la "Sécu" et le service public hospitalier !

C'est ce que nous dirons en participant aux grèves et manifestations du 16 octobre !

L'austérité

une double peine pour les salariés des hôpitaux !

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 vient d'être dévoilé. Il sera débattu au parlement à la fin du mois d'octobre. Pour permettre au patronat d'encaisser le pactole des 30 milliards annuels d'exonération de cotisations sociales promises, ce gouvernement s'en prend encore un peu plus à toutes les branches de la Sécurité sociale.



Assurés sociaux : nous serons victimes de toutes les coupes claires imposées à la "Sécu".

Après les retraites, « réformées » une nouvelle fois l'année dernière, et le gel des pensions, les prestations familiales seront à leur tour « robotées », notamment la « prime à la naissance » qui passera de 923 à 308 euros à partir du deuxième enfant. La santé va payer en 2015 un lourd tribut à la « baisse du coût du travail », avec 3,2 milliards de diminution de crédits, dont seront victimes en premier lieu les établissements de santé...

Salariés des hôpitaux : nous subissons les conséquences des restrictions budgétaires imposées aux établissements de santé.

Les déficits vont s'accroître et les Agences Régionales de Santé voudront imposer la baisse des effectifs, des fermetures de lits et de services, de nouvelles attaques sur les conditions de travail, la remise en cause des RTT...

Loin de réduire les déficits la crise et les politiques d'austérité ne font que les creuser.

La fin du prétendu « déficit » de la Sécu - annoncée pour 2015 - est désormais reportée à 2018 ! Car la Sécurité sociale est d'abord malade de son manque de recettes dû au chômage (moins de cotisantEs), aux bas salaires, aux exonérations de toutes sortes dont bénéficient les patrons, aux fraudes patronales estimées à 20 milliards par la Cour des Comptes.

Main dans la main, Medef et gouvernement ne cessent soit disant de « sauver » la Sécu en la liquidant chaque jour un peu plus, pour la remplacer par un système d'assurances privées, sur le modèle américain.

Avant qu'il ne soit trop tard, il y a urgence à enrayer cette mécanique dont la conséquence serait la fin des droits sociaux et la précarisation généralisée de la société.

Seul un vaste mouvement, dans l'unité, de toutes celles et ceux qui ne supportent plus cette politique peut arrêter la spirale sans fin de l'austérité et de la casse des acquis sociaux. Il est nécessaire dès aujourd'hui de le préparer. C'est le sens de l'appel du NPA à participer aux manifestations du 16 Octobre, journée à laquelle il faudra très vite donner une suite d'une toute autre ampleur.



**NOUVEAU SITE DU NPA
SANTÉ-SÉCU-SOCIAL !**

Toutes les infos sur les luttes dans la santé, les prises de position du NPA, des analyses de fond, et bien plus encore sur le site :

sante-secu-social.npa2009.org